



Après 30 jours de grève de la faim, la situation des prisonniers devient dramatique

Ma'an News - Marwan Barghouthi a cessé de boire de l'eau alors qu'Israël refuse toujours de répondre aux demandes des prisonniers grévistes de la faim.

Alors que la massive grève de la faim de la « Liberté et de la Dignité » dans les prisons israéliennes est entrée dans son 30ème jour mardi, le Comité palestinien des affaires des prisonniers a annoncé que le dirigeant de la grève Marwan Barghouthi allait arrêter de boire de l'eau en réponse au refus persistant d'Israël de répondre aux revendications des grévistes de la faim.

Les participants à la grève, qui comprend actuellement quelque 1300 prisonniers palestiniens, ont refusé de manger et de prendre des vitamines depuis le [début de la grève le 17 avril](#), ne consommant qu'un mélange de sel et d'eau comme moyen de subsistance.

Les prisonniers grévistes de la faim appellent à la fin du refus de visites familiales, au droit de poursuivre des études supérieures, de disposer de soins et traitements médicaux appropriés, et à la fin de l'isolement cellulaire et de la détention administrative - un emprisonnement sans inculpation ni procès, et sans limite de temps - [parmi d'autres revendications](#) pour les droits fondamentaux.

La déclaration du comité reprenait les paroles de l'avocat Khader Shqairat qui disait que la décision de [Marwan Barghouthi](#) de s'engager encore plus en refusant de boire de l'eau serait « un nouveau tournant dans la poursuite de la grève de la faim illimitée ».

Le gouvernement israélien, selon le communiqué, est responsable de pousser les prisonniers sur une « route tragique et désastreuse » et de mettre les grévistes de la faim en [situation de danger imminent](#) en adoptant une « attitude criminelle à l'égard des justes demandes des prisonniers ».

Selon le comité, Barghouthi insiste sur l'application en toute transparence de toutes les demandes faites par les prisonniers en grève de la faim sous son direction, sans négocier ni faire de compromis.

Le comité a également appelé le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Assemblée générale à tenir une réunion d'urgence à propos de la grève des prisonniers afin d'obliger le gouvernement israélien à respecter les droits des détenus tels que spécifiés par le droit international, et pour demander à Israël de mettre fin à sa politique de la « mort lente » infligée aux détenus palestiniens. Lundi, des rapports sont parus dans les médias israéliens selon quoi les responsables de la sécurité palestinienne et les responsables de l'agence de sécurité intérieure israélienne, le Shin Bet, tentaient de parvenir à un accord qui mettrait fin à la grève de la faim.

Comme le ministre israélien de la Sécurité publique, Gilad Erdan, l'a déclaré précédemment, les revendications ne seraient traitées qu'une fois la grève terminée. Des responsables palestiniens ont averti leurs homologues israéliens qu'une telle démarche susciterait une escalade de manifestations populaires organisées quotidiennement depuis la grève - dont beaucoup ont dégénéré en [affrontements violents](#).

Dans le même temps, le prisonnier palestinien [Karim Yunis](#), le plus ancien prisonnier palestinien, a insisté sur le fait que toute négociation légitime doit inclure les dirigeants de la grève, tels que Barghouthi, et a rejeté les tentatives des services israéliens du renseignement comme des étant des « fausses et futiles négociations visant à forcer la fin de la grève de la faim en échange de promesses creuses ».

Une déclaration publiée mardi par le « Comité des médias » mis en place pour appuyer la grève a averti que les détenus en grève sont « dans un état de santé critique », marqués par des vomissements chroniques, une altération de la vision, des évanouissements et une perte de poids moyenne de 20 kilos.

« Malgré cela, les grévistes de la faim ont envoyé de nombreux messages confirmant qu'ils continueront la grève jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites », a déclaré le communiqué. Le Comité des médias a déclaré que le Service pénitentiaire israélien (IPS) a continué à isoler les participants de la grève du monde extérieur en utilisant l'isolement cellulaire et en restreignant les visites d'avocats pour la majorité des détenus - malgré une récente [décision de la Cour suprême](#) israélienne contraignant l'IPS à lever l'interdiction des visites d'avocats imposée depuis le premier jour de la grève.

Les prisonniers en grève de la faim ont également été interdits de recevoir des visites familiales et sont soumis à des transferts continuels et arbitraires entre les prisons dans le cadre des [tentatives pour briser la grève](#).

Lundi, l'IPS a déplacé 36 prisonniers grévistes de la faim de la prison d'Ofer vers un soi-disant hôpital de campagne dans la prison d'Hadarim, selon le Comité des médias.

Le comité a réitéré ses inquiétudes au sujet des cliniques de campagne - mises en place par Israël en prévision de la grève de la faim de masse, afin d'éviter de transférer les prisonniers vers des hôpitaux civils.

« Dans ces cliniques, le rôle des médecins ressemble au rôle des geôliers qui offrent toutes sortes d'aliments aux détenus malades et négocient un traitement médical en échange de la fin de la grève », a déclaré le Comité, dénonçant ces hôpitaux de terrain comme inaptes et mal équipés pour fournir des soins médicaux, et être simplement des moyens supplémentaires pour presser les détenus de cesser leur grève.

Le Comité des médias a rapporté que le Comité des Droits de l'Homme de l'Organisation de la

Coopération Islamique a appelé le groupe travaillant sur la cause de la Palestine, lors de sa réunion à Djeddah, à lancer des campagnes pour soutenir les détenus en grève palestiniens et exercer une pression sur Israël pour qu'il réponde à leurs demandes.

De son côté, le Réseau de solidarité des prisonniers palestiniens, [Samidoun](#), a souligné que l'artiste du cirque palestinien [Muhammed Abu Sakha](#) participait à la grève depuis son premier jour.

Abu Sakha a été détenu sans procès et sans accusation depuis décembre 2015, ce qui a inspiré une [campagne internationale](#) exigeant sa libération immédiate.

Le groupe de défense des droits des détenus palestiniens, [Addameer](#), a déclaré jeudi que la Cour suprême israélienne a décidé de limiter la prolongation de sa détention à trois mois suite à une requête de son avocat, et qu'Abu Sakha serait libre à l'expiration le 11 juin.

Abu Sakha est parmi les 500 des 6300 prisonniers palestiniens détenus en détention administrative, selon Addameer.

16 mai 2017 - [Ma'an News](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)